



Assemblée générale

Distr. générale
30 octobre 2009
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Lettre datée du 20 octobre 2009, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je souhaite que soit consignée la déclaration suivante, formulée en réponse à la déclaration écrite faite par S. E. M. Anastassis Mitsialis, Représentant permanent de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui a été distribuée en tant qu'annexe à une lettre datée du 25 septembre 2009 qui vous a été adressée (A/64/468).

La déclaration écrite présente un certain nombre d'allégations erronées à l'encontre de la République de Macédoine, auxquelles je me dois de réagir.

La République de Macédoine a été admise à l'Organisation des Nations Unies en avril 1993, aux termes de la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité. En raison de la « divergence » entre la Grèce et la République de Macédoine au sujet de son nom constitutionnel, la résolution disposait que la République de Macédoine devait être « désigné[e] provisoirement, [...] [au sein de] l'Organisation », sous le nom d'« ex-République yougoslave de Macédoine » jusqu'à ce que soit réglée cette divergence. Comme l'indique clairement la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité, et ainsi que les négociations qui ont précédé son adoption l'ont fait ressortir sans l'ombre d'un doute, la dénomination provisoire d'« ex-République yougoslave de Macédoine » devait uniquement servir d'appellation descriptive à laquelle *il serait fait référence* au sein de l'Organisation des Nations Unies pour désigner cet État. La résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité n'a pas créé de nouveau *nom* pour cet État ni ne lui a imposé de *prendre le nom* d'« ex-République yougoslave de Macédoine ». Aussi, dans le strict et plein respect de la résolution 817 (1993), la République de Macédoine a-t-elle toujours utilisé et continue-t-elle d'utiliser son nom constitutionnel dans les communications écrites et orales avec l'Organisation des Nations Unies, ses membres et ses fonctionnaires, sans encourir ni reproches ni sanctions. Cette pratique n'a jamais varié depuis 1993.

* Nouveau tirage pour raisons techniques.



Adopté conformément à l'engagement énoncé à l'article 5 2) de l'Accord intérimaire de New York en date du 13 septembre 1995, le Mémorandum d'octobre 1995 sur les mesures pratiques liées audit Accord a été fidèle à cette interprétation. Il y était en effet expressément précisé que la Grèce *ferait référence* à la République de Macédoine sous sa dénomination provisoire, mais que notre État utiliserait l'appellation « République de Macédoine » dans ses relations avec la Grèce. Celle-ci a accepté ces mesures pratiques et ne peut à présent prendre la liberté de les ignorer.

Si la Grèce cherche à prétendre que la République de Macédoine aurait un jour accepté d'être liée par une dénomination autre que son nom constitutionnel en attendant que soit réglée cette divergence, il s'agit là d'une affirmation dénuée de tout fondement en droit comme en fait, démentie en outre par la pratique suivie depuis 1995.

À la suite de l'adoption de la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité, la République de Macédoine a engagé des négociations de bonne foi en vue de régler la divergence au sujet de son nom. Au cours de ces négociations, elle a accepté un certain nombre de propositions avancées par l'Envoyé spécial du Secrétaire général, Matthew Nimetz. Elle a aussi, tout récemment, donné son accord à une proposition présentée par M. Nimetz peu avant le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Bucarest en avril 2008. La Grèce a toutefois rejeté cette proposition et a au contraire agi en violation de l'Accord intérimaire pour s'opposer à l'admission de la République de Macédoine à l'OTAN – question actuellement entre les mains de la Cour internationale de Justice. Il est clairement apparu, lorsque la Grèce a émis cette objection, qu'elle essayait ainsi de contraindre la République de Macédoine à accéder aux exigences grecques relatives au nom de l'État. De surcroît, la Grèce ne peut librement décider de modifier à présent sa pratique pour tenter d'influer sur l'issue de l'instance devant la Cour internationale de Justice à La Haye, ce qu'elle semble aujourd'hui chercher à faire.

En qualifiant la procédure dont est saisie la Cour internationale de Justice de tentative visant à « entraver et retarder » les négociations sur la question du nom, la Grèce méconnaît les dispositions de l'Accord intérimaire de 1995 ainsi que les droits conférés et les obligations assumées par ceux qui y sont parties, notamment en ce qui concerne le processus de règlement des différends que prévoit ledit Accord. De plus, cette qualification contribue à amoindrir considérablement le rôle important que joue la Cour internationale de Justice dans le règlement de divergences juridiques entre les États.

Nonobstant les actions engagées par la Grèce en violation des obligations qui lui incombent au titre de l'article 11 de l'Accord intérimaire, la République de Macédoine reste déterminée à rechercher une solution qui permette de régler la divergence au sujet du nom. Elle a continué de participer activement à la médiation menée par l'ONU, face aux nouvelles menaces de la Grèce de s'opposer, une fois encore au mépris de l'Accord intérimaire de 1995, à l'adhésion de la République de Macédoine à l'Union européenne.

La volonté de la République de Macédoine de trouver un terrain d'entente concernant la divergence au sujet du nom ne signifie cependant pas qu'elle soit disposée à tolérer les exigences unilatérales de la Grèce. C'est au contraire la prise en compte des positions des deux parties, ainsi que des principes fondamentaux du droit international, qui permettra de trouver une solution véritable et juste à cette divergence entre les deux États.

Enfin, la République de Macédoine réfute toute allégation d'agissements contraires à la lettre et à l'esprit de l'Accord intérimaire de 1995.

La République de Macédoine demeure pleinement et résolument attachée aux principes et engagements inscrits dans les résolutions 817 (1993) et 845 (1993) du Conseil de sécurité, ainsi que dans l'Accord intérimaire de 1995, notamment le principe de relations de bon voisinage. Notre État partage de tout cœur l'aspiration exprimée dans la lettre du Représentant permanent de la Grèce, qui souhaite que la divergence entre les Parties soit réglée dans les meilleurs délais. La République de Macédoine demeure disposée et déterminée à parvenir à une solution en ce sens qui soit mutuellement acceptable.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Slobodan **Tašovski**
